

La refédéralisation fait son coming out

■ Le débat communautaire s'est irrévérablement élargi au cours de l'année dernière. Cela ne manquera pas de rendre tout le débat sur la réforme de l'Etat plus ouvert et bien plus passionnant qu'auparavant, ce qui n'est sans doute pas un exploit...

DAVE SINARDET
Professeur
de sciences
politiques à la VUB
et à l'université
Saint-Louis.

Comme il était prévisible autrefois, le débat public flamand sur la réforme de l'Etat ! Certes, les politiques divergeaient sur le nombre et la nature des compétences à transférer et sur le caractère plus ou moins prioritaire de la chose mais il y avait un tabou intangible : le transfert de compétences devait toujours se faire de la Belgique à la Flandre et jamais en sens inverse.

Il arrivait pourtant que certains politiques flamands se laissent aller à me confier en off que la régionalisation avait été poussée trop loin dans certains domaines. Mais ils étaient conscients que ce message n'était pas de bon ton et tétanisés à l'idée de se faire traiter de Belges par les nationalistes flamands.

C'est seulement lors des premières négociations pour la sixième réforme de l'Etat que l'idée de refédéralisation était modestement venue à la surface et que, début 2008, Guy Verhofstadt en avait fait mention dans sa note au Roi. Mais les choses en sont restées là. Le débat communautaire était dominé par une idéologie nationaliste dictant que le transfert de compétences ne pouvait se faire que dans une seule direction. La réforme de l'Etat était en fait la formation de nouveaux Etats. Refédéraliser, c'était politiquement incorrect.

L'heure de refédéraliser ?

Mais l'année dernière, le mot s'est soudain invité dans le lexique politique pour ne plus en sortir. Tout a commencé en janvier, lorsque votre serviteur a présenté, avec deux confrères de l'UCL, les résultats d'une étude qui nous avaient nous-mêmes quelque peu étonnés.

Pour mesurer leurs préférences sur la distribution des compétences, nous avons demandé aux membres de tous les parlements du pays de se positionner sur une échelle : 0 représentait tout aux entités fédérées, 10 tout vers la Belgique et 5 la situation actuelle. Et il s'est avéré que bon nombre d'entre eux se plaçaient à droite du classement, au point que les moyennes de Groen, le SPA, l'Open VLD et des partis francophones se retrouvaient entre 5 et 6. Une évolution importante par rapport à quatre ans plus tôt.

Le soutien croissant des élus à une refédéralisation devenant soudainement manifeste, pas

mal de partisans ont osé faire leur coming out par la suite. Un débat public était né et resurgissait régulièrement l'année dernière. Au printemps, quand la Belgique a été qualifiée de "failed state". En été, quand le vice-Premier Alexander De Croo, a plaidé pour une refédéralisation des politiques de mobilité, d'énergie, de sécurité et de commerce extérieur. Ou encore à l'automne, quand le CD&V a choisi de lâcher le tabou sur la refédéralisation à son congrès.

Question de générations ?

Ce dernier vote, surprenant, qui s'était fait contre la volonté des dirigeants du parti, s'explique en partie par une différence générationnelle. C'était les jeunes CD&V qui avaient introduit l'amendement sur la refédéralisation. Au MR également, les jeunes ont mis le sujet sur la table. Non que la ligne de démarcation passe strictement entre les générations, mais les

jeunes tendent généralement à regarder de manière plus pragmatique le débat sur les compétences et non plus avec une lorgnette nationaliste.

Une autre explication pour le soutien croissant pour la refédéralisation tient tout simplement dans le fait qu'après six réformes de l'Etat, un bilan peut être tiré. Et il est souvent dégrisant. La culture politique flamande est une copie conforme de la culture politique belge. Et on ne peut que constater que la Belgique est un petit territoire densément peuplé où les frontières régionales ne font pas disparaître les interactions socio-économiques, en particulier à Bruxelles. Et donc, souvent, on ne peut prendre des décisions sur des matières scindées qu'avec d'autres régions. On se retrouve alors à discuter avec davantage de partis qu'avant la scission.

Ce n'était certainement pas toujours une sinécure quand il fallait, par exemple, se mettre d'accord sur des questions de mobilité au sein d'un gouvernement national avec quatre partis et

deux groupes linguistiques. Mais depuis la régionalisation, c'est bien souvent avec trois ou quatre gouvernements et donc huit partis qu'il faut trouver un accord.

Dans une participative comme la Belgique, trouver un consensus entre gouvernements sera toujours plus difficile qu'au sein d'un gouvernement. A moins que les partis au pouvoir ne soient les mêmes partout, mais cette époque-là est révolue.

Même les nationalistes

Paradoxalement, le chemin de la refédéralisation a aussi été pavé par... les nationalistes flamands. Et, cerise sur le gâteau, par leurs propres arguments pour scinder des compétences. Jadis, ceux-ci étaient purement nationalistes : les Flamands, disait-on, étaient un

peuple avec une autre identité et une autre culture que les Wallons. Dans les années 80, les allocations familiales devaient encore être scindées parce que les Flamands n'élevaient pas leurs enfants de la même façon. Une prémisse qui excluait bien sûr toute refédéralisation.

Mais, avec la conscience grandissante que bien peu de Flamands sont obsédés par l'autonomie pour l'autonomie, les arguments des nationalistes ont évolué dans une direction plus pragmatique, susceptible de séduire également les non-nationalistes.

Il s'agissait désormais de scinder pour être plus efficaces. Mais, sur base de ce critère, il est plus difficile d'exclure par principe des mouvements dans les deux sens. Surtout quand il s'avère que l'efficacité n'est pas toujours au rendez-vous une fois la régionalisation achevée.

S'ajoute à cela la critique de partis comme la N-VA sur le coût trop élevé des dépenses publiques et le nombre excessif de mandats politiques, ce qui a bien sûr été stimulé par les réformes de l'Etat. A chaque scission de compétence Belge, on se retrouve avec au minimum trois ministres ayant chacun son cabinet et son administration là où il n'y en

avait qu'un seul. Cela ne peut que s'avérer plus cher et plus complexe à l'arrivée.

C'est entre autres pour cela que la refédéralisation est aussi perçue de manière favorable par une importante partie de l'opinion publique,

qui ne comprend pas que plusieurs ministres se retrouvent à palabrer des années durant pour prendre une décision... ou même pas. Est-ce pour cela que nos réformes de l'Etat – contrairement au Royaume-Uni par exemple – n'ont jamais été soumises par référendum à la population ?

Tout cela ne signifie toutefois pas nécessairement que nous allons assister prochainement à un réel retour de compétences vers l'Etat fédéral. En soi, il suffirait pour cela qu'un seul parti, incontournable pour obtenir une majorité des deux-tiers, en fasse une condition sine qua non. Mais à l'intérieur de beaucoup de partis, tout le monde n'est pas sur la même ligne. Certainement au CD&V mais aussi au

SPA ou à l'Open VLD, des anciens de la Volksunie conservent une aversion pour tout ce qu'ils perçoivent comme un renforcement de l'Etat belge. Et on ne parle même pas de la N-VA. Par-delà, il y a les intérêts des partis qui jouent : plus il y a de compétences régionalisées, plus il y a de postes à pourvoir et de militants que l'on peut contenter. Et pour les partis francophones, la même chose.

N'empêche, le débat communautaire s'est indéniablement et irrévérablement élargi au cours de l'année dernière. Le fossé sur l'avenir de la Belgique s'est agrandi, mais alors au sein de la Flandre. Cela ne manquera pas, au cours des prochaines années, de rendre tout le débat sur la réforme de l'Etat plus ouvert et bien plus passionnant qu'auparavant (mais ce n'est probablement pas vraiment un exploit).

→ Dave Sinardet écrit une opinion un samedi sur deux dans La Libre.

Paradoxalement, le chemin de la refédéralisation a aussi été pavé par...

les nationalistes flamands.

Et, cerise sur le gâteau, par leurs propres arguments pour scinder des compétences.